



Education nationale sinistrée : la mère de toutes les inégalités

Les réformes Blanquer ont transformé en casse-tête l'organisation de l'enseignement et creusé les inégalités scolaires. Alors que le macronisme voulait responsabiliser et donner des moyens aux enseignants, c'est l'inverse qui se produit. Huit mois après sa nomination, on en attend davantage du ministre Pap Ndiaye.

par Thomas Legrand

S'il y a bien un bilan désastreux pour une majorité qui fonde son identité politique sur l'émancipation de l'individu, la lutte contre l'assignation sociale et territoriale, bref l'égalité des chances, c'est son bilan en matière d'éducation nationale. Les inégalités scolaires se creusent. Emmanuel Macron et sa majorité peuvent trouver des arguments pour assouplir la fiscalité sur les plus riches afin de redynamiser l'économie. Certes, on accroît momentanément les inégalités mais c'est, paraît-il, pour des lendemains plus prospères pour tous. On est d'accord ou pas avec cette logique mais le raisonnement se conçoit. En revanche qu'est-ce qui justifie qu'on laisse s'amplifier la mère de toutes les inégalités, l'inégalité fondamentale, matricielle, celle qui s'abat sur le destin des enfants : l'inégalité scolaire ?

Une société dans laquelle s'accroissent les inégalités scolaires, et donc freine la mobilité sociale, est mal gouvernée. Le Monde a révélé la semaine dernière qu'à Paris au moins – mais il y a toutes les raisons de croire qu'il en est ainsi sur d'autres parties du territoire – les élèves de l'enseignement public disposent de moins d'heures d'enseignement que les enfants scolarisés dans le privé. L'entrelacs des injonctions qui pèsent sur le secteur public de l'éducation est un épuisant casse-tête pour les chefs d'établissement. Entre une politique – justifiée – de mixité sociale, l'obligation d'offrir le maximum de combinaisons d'options depuis la fin des filières au lycée, la désorganisation des emplois du temps qui résulte de la réforme du baccalauréat, les collèges et lycées se retrouvent dans une situation ubuesque et paradoxale. Avec souvent des professeurs obligés de jongler sur plusieurs établissements qui se voient attribuer des DHG (les dotations horaires globales) moins importantes, en moyenne, que pour les établissements du secteur privé. Bien malin celui qui pourra déchiffrer le mécanisme obscur qui aboutit à ce qu'il faut bien appeler un scandale.

Les dotations horaires globales représentent des heures d'enseignement par semaine que chaque chef d'établissement reçoit du ministère et qu'il répartit pour mettre en place notamment des heures sup pour du soutien scolaire, des demi-groupes, les activités comme des ateliers théâtre... bref ce qu'il faut aux enseignants pour tenter de réduire les inégalités scolaires et adapter leur apprentissage à la spécificité de la population dont ils ont la charge. De surcroît, les témoignages se multiplient de chefs d'établissement n'ayant plus les moyens d'utiliser comme ils le pensent utile ces heures d'enseignement supplémentaires.

Le macronisme voulait responsabiliser et donner les moyens aux acteurs de terrain, dans tous les domaines, afin de poursuivre une politique favorisant l'émancipation individuelle. Dans l'enseignement, c'est exactement l'inverse qui se produit. Les acteurs de terrain sont noyés dans des processus venus d'en haut, injustes et facteurs de désordre et de stress. Les profs et les élèves perdent en autonomie. La mauvaise répartition des financements entre les établissements publics soumis à de multiples contraintes et obligations sociales, et le privé qui peut, de son côté, sélectionner ses élèves, renforce cette impression d'injustice. Le secteur privé est, certes, lui-même très disparate. Une bonne partie des établissements de ce secteur remplit une vraie fonction





URL :<http://www.libération.fr/>

PAYS :France

TYPE :Web Grand Public

► 24 janvier 2023 - 07:37

> [Version en ligne](#)

d'accueil de toute une population scolaire qui ne trouve pas sa place dans un système public qui n'a pas l'énergie d'être inclusif, empêtré qu'il est dans ses problèmes d'organisation et le manque d'imagination pédagogique qui en résulte. Mais une autre partie du secteur éducatif privé, élitiste ou tout simplement réceptacle de l'évitement scolaire, participe au creusement des inégalités.

Pap Ndiaye a du boulot pour redonner à l'éducation nationale sa vocation mais il tarde à imprimer sa marque sur ce ministère, après le passage de Jean-Michel Blanquer, comptable de ce triste bilan.

